



L'essentiel de l'actualité de la formation professionnelle à destination des acteurs du réseau

Du 30 NOVEMBRE 2022 - N°82

SOMMAIRE

ACTUALITÉS	2
<i>☛ Politique générale</i>	2
<i>☛ Textes législatifs parus ou à paraître</i>	3
<i>☛ Formation tout au long de la vie</i>	3
Formation professionnelle.....	3
VAE	5
Apprentissage	6
Compétences	7
Certifications / Diplômes	8
Actualités des OPCO	8
<i>☛ Numérique</i>	9
Formation et compétences numériques	9
Technologies immersives et IA	10
Numérique éducatif / EdTech.....	11
<i>☛ Marché de l'emploi et des entreprises</i>	11
Marché de l'emploi.....	11
Pôle Emploi	11
RH	12
Santé, sécurité et qualité de vie au travail.....	12
Actualités des métiers	13
Actualités des filières et branches professionnelles	14
Actualités des entreprises	16
<i>☛ Insertion</i>	16
Dispositifs d'insertion	16
Insertion des jeunes.....	17
Insertion des détenus	17
Handicap.....	18
<i>☛ Territoires (Régions / Villes)</i>	20
Île-de-France.....	20
Régions	22
<i>☛ Europe et international</i>	22
<i>☛ Éducation nationale</i>	23
EN BREF	23
LES BONNES LECTURES DU CAR	23





☛ POLITIQUE GENERALE

Le FMI appelle la France à mettre un terme au « quoi qu'il en coûte »

« La réduction du déficit ne doit pas être une source de préoccupation tant que la crise persiste », assurait le **Fonds monétaire international (FMI)** en 2020, en pleine pandémie de Covid-19. Deux ans plus tard, alors que la guerre en Ukraine a freiné la reprise, fait exploser les prix de l'énergie et creusé encore un peu plus les déficits, **l'organisation internationale adopte un discours nettement moins complaisant, notamment vis-à-vis de la France**. Dans [son rapport annuel](#) consacré à l'Hexagone, paru le 21 novembre, **le FMI lui adresse un avertissement à peine voilé**, l'appelant à accélérer le rythme de réduction de ses dépenses publiques et l'exhortant à réserver aux plus fragiles ses mesures de soutien face à la crise de l'énergie. « Nous avons soutenu le "quoi qu'il en coûte", mais il est temps » d'y mettre un terme ». **La loi de finances pour 2023 reporte en outre l'essentiel de l'effort budgétaire à 2024 et au-delà, déplore le FMI**. Le FMI s'inquiète enfin du rejet, par les députés, de la loi de programmation des finances publiques pour 2027, texte qui fixe la trajectoire budgétaire pour revenir à 3 % de déficit public à cet horizon. La réaction du gouvernement à cette potion budgétaire n'a pas tardé. « Nous avons arrêté le "quoi qu'il en coûte", s'est défendu Bruno Le Maire. Nous ciblons [les aides] sur les entreprises qui en ont le plus besoin et le ciblage sera la règle en matière d'aide de l'Etat en 2023. » Bercy a travaillé pendant des mois sur le sujet, se heurtant presque systématiquement à des problèmes techniques de mise en œuvre. S'y ajoutent les résistances des oppositions. Les services de Bercy ont aussi cherché comment mieux cibler le « bouclier tarifaire », qui bloque les prix du gaz et de l'électricité, vers les ménages les plus modestes.

Le Monde et imf.org, 23/11/2022

Second PLFR 2022 et PLF pour 2023

Le traditionnel collectif budgétaire de fin d'année est définitivement adopté par le Parlement après un ultime vote du Sénat, le 25 novembre 2022. Il s'agit de la 2nde correction du budget de l'État cette année. Au total, les 2 textes prévoient le **déblocage d'une enveloppe de 4 Md€ supplémentaires sur le budget du ministère du Travail pour soutenir la trésorerie de France compétences**. Malgré cela, le déficit de l'établissement public est désormais prévu pour s'établir cette année à 2,141 Md€. **Une rallonge pour l'apprentissage de 2 milliards supplémentaires** s'ajoute aux 3,5 milliards déjà prévus dans le budget originel. **5 millions seront développés pour les maisons de l'emploi et les PLIE**. Dans le même temps, le budget du ministère est diminué de 536 millions d'euros correspondant principalement à de moindres dépenses au titre de l'ASS.

Trois amendements au projet de loi de finances pour 2023 intéressant la formation professionnelle ont été retenus par le gouvernement après son nouveau recours à l'article 49-3 de la Constitution lui permettant de faire adopter l'intégralité du texte sans vote par l'Assemblée nationale, le 4 novembre 2022. Ils portent **sur la régulation de la mobilisation du CPF** par son titulaire dont les modalités seront renvoyées à un décret, **sur l'extension du Passeport mobilité** pour les habitants des territoires ultramarins engagés dans une VAE, **et sur les E2C** qui recevront 5 M€ supplémentaires.

Les sénateurs ont adopté en le modifiant le budget du ministère du Travail lors de l'examen en séance publique du PLF pour 2023, le 28 novembre 2022 : **la subvention de l'État prévue pour soutenir la trésorerie de France compétences est diminuée de 300 millions d'euros**. **Les crédits du PIC perdent 250 M€** alors que **ceux de l'IAE sont augmentés de 30 M€**. Enfin, **le Sénat souhaite que la prise en charge du CPF soit plafonnée pour certaines formations** listées par un décret en Conseil d'État, allant ainsi plus loin que la position actuelle du gouvernement.

aefinfo.fr et info-socialrh.fr, 02, 03, 04, 25 et 29/11/2022

L'Élysée met fin aux fonctions de Caroline Cayeux, ministre chargée des collectivités territoriales

Le président de la République a, "sur sa demande", **mis fin aux fonctions de Caroline Cayeux, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales**, annonce l'Élysée ce lundi 28 novembre. Dans un communiqué séparé, la désormais ex-ministre invoque un désaccord avec la HATVP au sujet de sa déclaration de patrimoine. **Dominique Faure**, jusqu'alors secrétaire d'État chargée de la ruralité, lui succède.

aefinfo.fr, 28/11/2022

☛ TEXTES LEGISLATIFS PARUS OU A PARAÎTRE

Apprentissage : un arrêté fixe les niveaux de prise en charge des contrats conclus à compter du 1^{er} novembre

Dans son annexe 2, [un arrêté du 27 octobre 2022](#), fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage, paru au JO du 29 octobre, **fixe les nouveaux niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage**. Ils s'appliquent pour ceux signés à compter du 1^{er} novembre. Cet arrêté modifie celui du 31 août 2022.

aefinfo.fr, 31/10/2022

Commande régionale de formation : les obligations de communication sur les avis d'attribution sont adaptées

Le seuil à partir duquel un avis d'attribution doit être transmis à l'office des publications officielles de l'Union européenne est modifié par [Le décret n°2022-1472 du 24 novembre 2022](#) relatif aux Crefop et publié au JO du 27 novembre 2022. Jusqu'à présent, il était prévu que cet avis devait être transmis "lorsque la compensation financière est d'un montant égal ou supérieur à 207 000 euros HT". Dorénavant, cette transmission doit se faire à partir du moment où le "seuil de procédure formalisée des autres pouvoirs adjudicateurs, mentionné à l'avis n°2 annexé au code de la commande publique" sera atteint. La procédure d'habilitation permet à la région d'habilitier des organismes de formation pour intervenir en contrepartie d'une juste compensation financière, pour mettre en œuvre des actions d'insertion et de formation professionnelle à destination des jeunes et des adultes rencontrant des difficultés d'apprentissage ou d'insertion, visant leur accès au marché du travail".

aefinfo.fr, 28/11/2022

Les missions, la composition et le fonctionnement des Crefop sont précisés par décret

Plus de 4 ans après la promulgation de la loi "Avenir professionnel", [un décret publié au Journal officiel du 27 novembre 2022](#) vient **préciser ses derniers impacts sur la composition, les missions et le fonctionnement des Crefop**. Ce décret prend en compte les évolutions de ces dernières années en matière d'organisation territoriale de l'État et les modifications introduites en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Sujet que doivent désormais prendre en compte les comités régionaux.

aefinfo.fr, 28/11/2022

☛ FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Après le « big bang » de la formation, le temps de la régulation ?

Il ne faut pas s'attendre à un autre big bang de la formation. Le nouveau système né de la loi « avenir professionnel » restera le socle de fonctionnement de notre modèle. **Carole Grandjean**, la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle **reprend les principaux axes d'amélioration d'une réforme** menée à un rythme soutenu et au prix d'un lourd déficit. Au regard d'une **trajectoire budgétaire devenue incontrôlable**, le gouvernement, en concertation avec les organisations patronales et syndicales, cherche désormais à réguler. **Un projet de loi est attendu en début d'année prochaine.** Même si on ne parle plus de big bang, **ces ajustements auront un impact fort sur l'offre de formation.** Pour Carole Grandjean, on doit trouver les moyens de continuer à **soutenir l'apprentissage d'une manière durable.** « L'apprentissage doit être renforcé dans les niveaux infra bac ». Il s'agit aussi de lutter contre des taux d'abandon qui avoisineraient les 25%. **Autre sujet de concertations, le CPF.** Victime de son succès, le dispositif désintermédié coûte cher aux finances publiques et suscite des critiques quant à sa finalité. « La régulation est nécessaire si l'on veut garantir sa durabilité ». **Une proposition de loi visant à lutter contre les fraudes et les abus au CPF réarme la CDC.** Autre levier de régulation : « le catalogue des formations devra être mieux ciblé vers les métiers en tension et les besoins de l'économie ». **Les transitions professionnelles ne peuvent plus être ignorées** dans une économie où les transformations se sont accélérées depuis la crise sanitaire et où les difficultés de recrutement se sont accentuées. « L'approche doit être systémique. Les dispositifs sont trop complexes et pas assez accessibles. Il faut les simplifier et les rendre plus lisibles ». **La VAE rénovée** et ouverte sur de nouvelles modalités comme la VAE inversée adossée à un contrat de professionnalisation assoupli pourra ainsi devenir un des leviers de la mobilité. La ministre évoque enfin la qualité de l'emploi qui passerait notamment par « **l'introduction des enjeux du handicap et des transitions écologiques et numériques dans le socle des savoirs fondamentaux des certifications** ».

centre-inffo.fr, 14/11/2022

France compétences adopte un budget prévisionnel une nouvelle fois déficitaire pour 2023

Le conseil d'administration de France compétences a adopté, le 24 novembre 2022, son budget prévisionnel pour 2023, qui représente aussi la photographie financière du système de formation professionnelle français. **Sans surprise, ce budget prévisionnel est une nouvelle fois déficitaire**, malgré la dotation exceptionnelle de 1,7 Md€ inscrite au budget du ministère du Travail pour l'année prochaine. **D'un montant global de 14,9 milliards, il sera déficitaire à hauteur de 2,1 milliards**. Dans l'attente de décisions de régulations qui devraient arriver par pallier dans les prochaines semaines et prochains mois, **les dépenses principales restent portées par l'alternance et le CPF**. Outre ces doutes, ce 4^{ème} budget consécutif de France compétences déficitaire est établi dans un contexte particulier qui mixe à la fois hausse affichée des ressources prévisionnelles et incertitudes multiples, tant sur le cadre financier du système de formation que sur le devenir d'un certain nombre de dispositifs. **Cette année, les pouvoirs publics ont d'ailleurs entamé une série de mesures pour réduire durablement la voilure. Primo, en luttant contre la fraude au CPF. Secundo, en resserrant la vis sur l'alternance** (réduction de 10% en moyenne des NPEC et incitation des branches professionnelles à revoir leurs tarifs à la baisse).

aefinfo.fr et info-socialrh.fr, 24 et 25/11/2022

[Note d'information] Le réseau des Greta et des GIP-FCIP : hausse d'activité en 2020 malgré la crise sanitaire

Dans la continuité de 2019 et malgré la crise sanitaire qui a marqué l'année 2020, **le nombre d'heures de formation réalisées dans le cadre du dispositif de formation continue de l'Éducation nationale progresse encore de 9 % en 2020** après une hausse de 24 % enregistrés l'année précédente. Pour autant, dans la tendance des années précédentes, **la baisse du nombre des stagiaires s'accélère** (-13 % après -4 %). Ces résultats peuvent paraître paradoxaux. Il s'agit en fait de l'un des effets de la libéralisation de l'apprentissage qui a permis d'amoindrir l'impact d'une érosion lente et durable de l'activité de ces établissements sur les différents marchés de la formation professionnelle continue.

Note d'information n° 22 – Depp, education.gouv.fr, novembre 2022 ([lien vers la publication](#))

Lutte contre la fraude au CPF

Depuis le 25 octobre, **l'achat de formations sur la plateforme Mon compte formation est sécurisé avec le service FranceConnect+** qui propose une authentification renforcée permettant de limiter le risque d'usurpation d'identité.

Face à la multiplication des fraudes, **la Caisse de dépôts et les pouvoirs publics contre-attaquent**. Leurs actions de régulation ont abouti à des déférencements notamment sur l'offre de formation au Répertoire spécifique et à une 1^{ère} condamnation pour fraude. Mais cela ne suffit pas et on devrait passer, en 2023, à une autre échelle. **Une proposition de loi vise à renforcer l'arsenal juridique**. Dans le même temps, la Caisse des dépôts joue sur ses conditions générales d'utilisation (CGU) pour **consolider les barrières à l'entrée sur la plateforme**. Depuis le 6 octobre, tout nouvel OF désireux de s'enregistrer sur Edof doit désormais respecter **une procédure plus stricte**. La démarche s'articule désormais autour de plusieurs étapes permettant ainsi à la Caisse des dépôts d'effectuer un premier contrôle en amont.

aefinfo.fr et centre-info.fr, 25 et 27/10/2022

« Le CPF doit devenir plus qualitatif » (Philippe Brivet, CDC)

Où en est le CPF, 4 ans après la loi du 5 septembre 2018 ? Succès quantitatif, le CPF doit connaître une mue qualitative. Le permis de conduire, la création et reprise d'entreprise, les tests de langues anglaises, les bilans de compétences, l'utilisation d'un tableur, les certifications bureautique... tiennent toujours le haut du pavé en termes de consommation. **Le ménage parmi les prestataires de formation va continuer**. Entre 2021 et 2022 : 71 % des certificats du RS ont été supprimés par France compétences. Les formations les plus « fraudogènes » portent notamment sur l'ACRE (aide aux créateurs ou repreneurs d'entreprise) et la FOAD. **Enfin, point sensible, les abondements**. Une dotation d'entreprise reste à la main du formé : les entreprises ne sont pas sécurisées par cette formule, et demandent un fléchage précis.

centre-info.fr, 25/11/2022



POUR ALLER PLUS LOIN : Mon Compte Formation : rapport annuel 2021 – Gestion administrative, comptable et financière

Caisse des dépôts et consignations, octobre 2022. – 80 p.

Qualiopi : l'audit de surveillance : 5 règles pour devenir un maître Jedi de Qualiopi

Après avoir brillamment réussi votre audit initial, et afin de devenir le maître Jedi de Qualiopi, vous devez maintenant vous préparer à l'audit de surveillance.

Digiformag n°4, automne 2022 ([article complet disponible au CAR](#))

[Enquête] Les sortants de formation professionnelle - Résultats de l'enquête Post-Formation

Parcours de formation, mise en contact avec des employeurs potentiels, perception d'avoir été accompagné... Quel est l'avis des sortants de formation professionnelle sur le déroulement de leur formation ?

dares.travail-emploi.gouv.fr, 03/10/2022 ([lien vers la publication](#))

L'offre de formation auprès des demandeurs d'emploi & L'accompagnement global des plus fragiles

[Cet ouvrage](#) rend compte des travaux du Céreq présentés lors des **4èmes Rencontres DGEFP-Céreq** qui ont eu lieu en septembre 2022. Les Rencontres DGEFP-Céreq ont pour objectif d'éclairer de façon renouvelée les questions relatives à l'impact des politiques de formation sur le comportement des entreprises et de leurs salariés.

Gayraud Laure, Paddeu Josiane, Veneau Patrick - Céreq, Ouvrages en co-édition, 2022, 12 p.

[Interview] Formation professionnelle : les universités ne se battent pas assez "à armes égales avec le privé"

Dans une interview à AEF info le 27 octobre 2022, **Marc Poncin**, directeur de la formation professionnelle et du CFA de l'Upec (université Paris Est Créteil) déclare que les universités ne cherchent pas assez "à se battre à armes égales avec le privé". Qualiopi, CPF, apprentissage, modèle économique des universités... : **il revient sur la déclinaison dans les universités des grands items de la FP depuis la loi Avenir professionnel**. Il appelle aussi les universités à la création de "Satt formation continue" telles que François Germinet les concevait dans son rapport de 2015 sur la formation continue à l'université. Tandis qu'après le Covid, "la vraie révolution à venir en matière de e-learning est surtout pédagogique", selon lui.

aefinfo.fr, 09/11/2022 ([interview complète disponible sur demande](#))

VAE

Le détail de la réforme de la VAE prévue par le projet de loi "Marché du travail" adopté par le Parlement

[Le projet de loi "Marché du travail"](#) a été définitivement adopté par le Parlement après un ultime vote du Sénat, le 17 novembre 2022. **Il porte notamment une réforme en profondeur de la VAE qui, malgré des critiques sur la méthode du gouvernement pour l'introduire dans le texte, a fait consensus**. Le projet de loi "Marché du Travail" "procède à une simplification drastique de la VAE pour en ouvrir grand les portes", a souligné la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, **Carole Grandjean**. "Nous rendrons la VAE plus attractive et moins administrative pour qu'elle soit enfin accessible à tous, notamment aux personnes les moins qualifiées. Plus de 20 ans après sa création, le dispositif est totalement revu avec notamment **la création d'un service public de la VAE, la reconnaissance de la notion de parcours de validation des acquis de l'expérience** ou encore la possibilité de **ne viser que l'acquisition d'un bloc de compétences**. Le texte ouvre la voie à la « **VAE inversée** ». Il s'agit, à titre expérimental, d'intégrer au contrat de professionnalisation des actions visant la validation des acquis des expériences acquises, en amont, ou au cours de la période d'alternance. Cette expérimentation d'une durée de 3 ans vise à « favoriser l'accès à la certification et à l'insertion professionnelles dans les secteurs rencontrant des difficultés particulières de recrutement ». Avec la VAE « nouvelle génération » esquissée dans le projet de loi, **l'objectif est de « parvenir à initier 100 000 parcours chaque année d'ici à la fin du quinquennat. »** ([Consulter le dossier législatif sur le site de l'Assemblée nationale](#)).

aefinfo.fr et centre-inffo.fr, 17 et 21/11/2022 ([article complet disponible sur demande](#))

APPRENTISSAGE

La feuille de route de la nouvelle directrice de la mission interministérielle pour l'apprentissage, Anne Becquet

Anne Becquet, nommée **directrice de la mission interministérielle pour l'apprentissage**, en remplacement de **Guillaume Houzel** désormais conseiller spécial, en charge de la politique de certification et qualité de la formation au cabinet de la ministre déléguée à l'Enseignement et la Formation professionnels, **Carole Grandjean**, s'est vue confier **une feuille de route le 28 octobre 2022 pour poursuivre les travaux liés aux données de l'apprentissage**.

aefinfo.fr, 07/11/2022

Le seuil des 800.000 apprentis quasiment atteint

La croissance du nombre de contrats d'apprentissage se poursuit, et même le contrat de professionnalisation, que l'on croyait sacrifié sur l'autel du premier, retrouve quelques timides couleurs. C'est ce que montre [le tableau de bord](#) des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle de la Dares remis à jour fin octobre 2022.

info-socialrh.fr, 03/11/2022

Objectif plein-emploi : l'OFCE appelle à la prudence au sujet de la contribution de l'apprentissage

Quel sera **l'apport du développement de l'apprentissage dans l'objectif de plein-emploi que s'est assigné l'exécutif** au terme du quinquennat ? Avec 10 000 créations nettes d'emploi cette année puis 22 000 en 2023, **l'effet pourrait être limité estime l'OFCE** dans [une note publiée mi-octobre 2022](#). Si l'observatoire de Sciences Po fait état d'une "forte incertitude sur l'évolution de l'emploi", il table sur une stagnation du nombre des entrées l'année prochaine et **juge insuffisants les financements prévus par l'État**.

aefinfo.fr, 31/10/2022

[Périodique] Les pratiques de sélection à la croisée de la formation et de l'emploi

[Ce numéro de Formation Emploi](#) propose **une analyse longitudinale des processus de sélection**. Au-delà de l'employabilité des jeunes et de la professionnalisation des formations, **la montée des tensions sur le marché de l'emploi rappelle l'importance de s'interroger sur l'employeurabilité des entreprises, les conditions de travail et d'emploi et le sens du travail**. Dans son article "Les coulisses de la formation professionnelle : processus de sélection à l'entrée de l'apprentissage", **Prisca Kergoat**, professeure des universités en sociologie à l'université Toulouse-II et directrice du Certop **identifie 5 sas de sélection avant l'entrée en apprentissage, qui reproduisent les inégalités sociales et de genre**. Loin d'accueillir les élèves dont l'école ne veut plus, **l'apprentissage introduit un nouveau sas de sélection en amont même de la formation**.

Formation Emploi, n° 159, Octobre 2022, 236 p.

Le CFA Sup 2000 devient Supalia et diversifie ses activités

Le CFA Sup 2000 fait sa mue. Ce CFA « hors les murs », créé en 1990 pour porter l'offre de formation en apprentissage de plusieurs universités et écoles de la région parisienne, **change de nom et diversifie ses activités**. Rebaptisée **Supalia** le 17 novembre, l'association Afuna qui gère le CFA développe désormais son offre de services autour de **3 entités**. **Supalia Alternance** réunit ses activités historiques pour 9 neuf établissements de l'enseignement supérieur auxquelles s'ajoute désormais une offre de formation en apprentissage plus spécifique. L'association s'est dotée de son propre CFA pour répondre aux besoins des entreprises faisant face à des difficultés de recrutement. En parallèle, l'association développe une offre de formation continue dans le domaine du management et des soft skills, proposée sous la bannière **Supalia Formation**. Enfin, **Supalia Conseil** a vocation à apporter des réponses sur mesure aux entreprises et aux acteurs de l'enseignement supérieur dans le domaine du recrutement notamment.

centre-inffo.fr, 24/11/2022

Voir ci-dessus : [**Apprentissage : un arrêté fixe les niveaux de prise en charge des contrats conclus à compter du 1er novembre**](#)

EN BREF : Décathlon lance son CFA en partenariat avec l'Afpa pour former ses futurs techniciens d'atelier, notamment dans le domaine de la réparation de vélos

COMPETENCES

Supprimé "début 2023", le haut-commissariat aux Compétences verra ses missions reprises par France Travail

L'année 2023 sera une année de transition pour le Plan d'investissement dans les compétences. Un constat qui était déjà connu dans la mesure où le PIC a été prolongé d'un an par le ministère du Travail pour préparer sa suite. **Ces travaux seront menés sans le Haut-commissariat aux Compétences, qui pilote ce dispositif, du fait de l'annonce de sa prochaine disparition** par Olivier Dussopt lors d'une rencontre avec la presse, le 14 novembre 2022. **Le haut-commissariat aux Compétences cessera ses activités à compter du "début de l'année 2023"**. [Un communiqué du ministère du Travail du 15 novembre 2022](#) confirme la déclaration d'Olivier Dussopt et précise que **les missions du haut-commissariat seront reprises "dans le cadre du France Travail"** dont la création effective est attendue pour début 2024 après une phase d'expérimentation sur l'accompagnement vers l'emploi des allocataires du RSA dans une dizaine de territoires. Le ministre du Travail a également évoqué la probable prolongation du PIC, assortie d'une **baisse des moyens qui lui seront consacrés**. Olivier Dussopt se projette en ces termes sur la suite à donner au PIC : "Je ne crois pas qu'il ait vocation à disparaître. C'est devenu un outil quasiment de droit commun". En revanche, des évolutions sont à attendre sur le plan du pilotage opérationnel de ces investissements en faveur de la formation des demandeurs d'emploi. **Régions de France dit prendre acte et regretter la décision du ministère du Travail** de supprimer le haut-commissariat aux Compétences. **Les régions s'inquiètent aussi de "la réduction annoncée des crédits du PIC à compter de 2024, concomitante à la création de France Travail"**. Et saluent "le travail de **Carine Seiler** et de ses prédécesseurs à la tête du haut-commissariat (**son interview bilan à AEF est disponible sur demande**). **Le Synofdes** a également réagit par voie de communiqué de presse à l'annonce de la cessation des activités du haut-commissariat aux Compétences au début de l'année 2023 : **un "signal inquiétant"** pour cette organisation "parce qu'un haut-commissariat traduit un volontarisme politique incarné et spécifiquement doté financièrement".

aefinfo.fr et travail-emploi.gouv.fr, 07, 15 et 17/11/2022

Troisième rapport du comité scientifique de l'évaluation du Plan d'investissement dans les compétences

[Le 3^{ème} rapport d'évaluation du plan d'investissement dans les compétences](#) (PIC), dévoilé le 24 novembre, tire **un bilan mitigé des 5 années écoulées. Sur la volumétrie, les clignotants sont au vert**. Les déploiements parallèles du plan et du CPF monétisé ont ouvert la voie de la formation à près de 4,5 millions de personnes, dont 3,2 millions de stagiaires de la formation, 916.000 ayant mobilisé leur CPF de façon autonome et 449.000 au titre des grands plans nationaux financés par le PIC (Prépa Compétences, Promo 16-18 de l'Afpa, programme Hope...) Autre mérite du plan, **le renforcement des formations à vocation certifiante**. À quoi s'ajoute un fléchage plus élevé des stagiaires vers certaines formations considérées comme prioritaires, comme celles menant aux métiers du numérique. **C'est surtout sur le front de l'emploi que la situation patine**. Si les conclusions du rapport constatent une augmentation effective du taux de retour à l'emploi post-formation, **les chiffres ne démontrent pas une plus-value significative du PIC par rapport à d'autres dispositifs de formation. Et l'objectif des 300.000 emplois est loin d'être atteint**. Après 5 années de déploiement, **le PIC devrait connaître une seconde vie durant ce quinquennat, mais cette fois sous le pavillon de la DGEFP et de France Travail au lieu d'un haut-commissariat dédié**. Ses moyens financiers devraient aussi être revus à la baisse.

dares.travail-emploi.gouv.fr, info-socialrh.fr et aefinfo.fr, 24/11/2022

PIC : 11 projets retenus pour "Repérer et remobiliser les décrocheurs et les invisibles via les réseaux sociaux"

Onze projets ont été retenus et se partageront un peu plus de 7 M€ et un objectif compliqué : **repérer les jeunes Neet, invisibilisés des politiques publiques**, là où ils se trouvent : réseaux sociaux, plateformes de jeux en ligne, plateformes de diffusion de musique ou de vidéos... **"Repérer les jeunes invisibles via les réseaux sociaux et les plateformes de jeu en ligne"**, aussi appelé **"Maraudes numériques"**, est le **dernier volet de l'appel à projets "Repérer et mobiliser les publics invisibles"**, porté par le PIC. Les capter sur le digital pour les ramener vers le droit commun, tel est l'objectif des projets sélectionnés par un comité de sélection et un comité des "bénéficiaires". "Loin de la représentation d'un monde qui isole, le pari, c'est de **considérer le digital comme un monde qui inclut et qui crée du lien**".

aefinfo.fr, 24/11/2022

Voir aussi ci-dessous : [Bruxelles lance les travaux pour faire de 2023 l'Année européenne des compétences](#)

CERTIFICATIONS / DIPLOMES

"Le numérique et le handicap doivent faire partie du socle de toutes les certifications" (Carole Grandjean)

Le 9 novembre, lors du congrès Nouvelle Vie Professionnelle, **Carole Grandjean** a annoncé le lancement d'"**un gros travail avec les ministères certificateurs, notamment pour que tous les professionnels soient formés aux enjeux liés au numérique et au handicap**". "Ces problématiques doivent faire partie du socle des fondamentaux de toutes les formations." Des modules additionnels devraient être adjoints aux référentiels de certification pour répondre plus précisément aux besoins des entreprises. Un point d'étape a aussi été fait à cette occasion sur les dispositifs de reconversion.

aefinfo.fr, 09/11/2022

[Dossier de 6 pages] Un marché des certifications professionnelles en pleine restructuration

Menée à un rythme soutenu, **la refonte des certifications professionnelles structure les 2 répertoires nationaux autour de règles communes**. Les nouvelles exigences sur leur valeur d'usage, la qualité de leur ingénierie, la rigueur de l'évaluation et l'harmonisation des pratiques ont professionnalisé le métier de certificateurs. Après les échéances parfois tendues du renouvellement des stocks, **France compétences intensifie sa mission de régulation**, renforce son contrôle et accompagne le déploiement attendu des équivalences. Sur le marché de la formation les certifications professionnelles devenues un élément-clé des modèles économiques font naître de nouvelles stratégies.

Info Formation n°1041, du 1^{er} au 14 novembre 2022

Cybersécurité : Airbus crée un titre professionnel en apprentissage

Airbus group a ouvert **une formation en cybersécurité de niveau bac+3** à Toulouse en septembre 2022. Accessible **uniquement en apprentissage**, ce titre professionnel inscrit au niveau 6 du RNCP accueille 21 candidats. L'objectif du groupe aéronautique est de fidéliser une promotion, pour embaucher à l'issue de la formation et trouver ainsi une réponse à la "guerre des talents" à laquelle se livrent les entreprises sur ces profils très recherchés. Airbus réfléchit à prolonger cette formation par un master et devrait lancer un appel d'offres auprès des établissements d'enseignement supérieur.

aefinfo.fr, 26/10/2022

ACTUALITES DES OPCO

Industrie : l'alternance a progressé de 35 % dans le périmètre de l'Opco 2i en 2021

L'Opco 2i vient de publier [son rapport d'activité 2021](#) qui met en exergue que 101 972 personnes ont bénéficié d'un contrat d'apprentissage, ou de professionnalisation ou de ProA en 2021, soit **une progression de 35 % sur un an**. La progression de l'alternance est très largement expliquée par l'augmentation du nombre de contrats d'apprentissage avec 75 280 apprentis (+33 %) et des contrats de professionnalisation (+18 % pour 16 162 bénéficiaires). Par ailleurs, dans le cadre de **la convention "Relance industrie"**, 207 millions d'euros ont été engagés en 2021 pour former 153 400 salariés.

aefinfo.fr, 22/11/2022

EN BREF : L'Opco Afdas inaugure un centre de ressources en ligne dédié à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes

☛ NUMERIQUE

FORMATION ET COMPETENCES NUMERIQUES

Des formations au numérique pour répondre aux enjeux de demain

La transition numérique est un enjeu stratégique majeur du Gouvernement. La digitalisation des activités et l'évolution des technologies impactent fortement les emplois et les besoins en compétences. C'est pourquoi former à de nouveaux métiers est essentiel. **Quelles sont alors les formations au numérique d'aujourd'hui et de demain ?** Éléments de réponses à travers les **2 initiatives** présentées et soutenues par le ministère du Travail : **découverte des métiers et formations du numérique : OPEN GEN** (organisée par la Grande école du numérique), et **l'EDEC Prospective Numérique 2025**.

travail-emploi.gouv.fr, 16/11/2022 ([lien vers le communiqué du ministère](#))

Deffinum : 62 projets lauréats, dont 12 "redirigés" vers l'AMI Compétences et métiers d'avenir

L'appel à projets "Dispositifs France formation innovante numérique" (Deffinum) a été lancé en juin 2021 dans le cadre du plan de transformation et de digitalisation de la formation piloté par le Haut-commissariat aux compétences. Son objectif : "faire franchir un cap de transformation de la formation et faire de la France un leader en matière d'innovation pédagogique". **62 lauréats sont annoncés le 7 novembre 2022** par le Haut-commissariat aux compétences et le Secrétariat général pour l'investissement. Parmi ces 62 projets, 12 ont été "redirigés" vers l'appel à manifestation d'intérêt sur les compétences et métiers d'avenir financé par le plan d'investissement **France 2030**, avec lequel Deffinum "est étroitement articulé". Deffinum est doté par l'État de 90 millions d'euros et les lauréats redirigés vers l'AMI CMA se partagent quant à eux 45 M€.

aefinfo.fr, 07/11/2022 ([Voir le communiqué de presse du ministère du travail](#))

Badges numériques : la Normandie veut mettre en place un "écosystème régional"

La région Normandie a lancé le 21 novembre 2022 une démarche autour des badges numériques, ces macarons permettant d'attester simplement de compétences acquises et de les valoriser en particulier sur les réseaux sociaux. La collectivité a pour cela **signé une charte avec l'association "Reconnaître, open recognition alliance"** qui accompagne des acteurs de la formation et de l'insertion dans les territoires. La région s'engage dans une démarche "[La Normandie badge les compétences](#)" afin de **mettre en place "un écosystème régional de reconnaissance et de valorisation des compétences informelles"**. Une quarantaine de structures sont engagées dans la démarche, et dans l'organisation d'une semaine de promotion des badges numériques du 28 novembre au 2 décembre. Il ne s'agit pas d'entrer en concurrence avec les diplômes et titres professionnels, mais de cibler les compétences comportementales et "poser autrement la question de la reconnaissance. "Nous réfléchissons aussi à l'idée de badger les entreprises elles-mêmes, en particulier les DRH". [D'autres collectivités ont suivi l'exemple de l'initiative "Badgeons la Normandie"](#), comme l'Île-de-France, la Nouvelle-Aquitaine, le Centre-Val de Loire, l'Occitanie, les Hauts-de-France, etc.

aefinfo.fr, 22/11/2022

[Dossier de 6 pages] Learning Show 2022 : immersion totale dans la formation du futur

Manettes en mains, casque de réalité virtuelle en tête, les quelque 800 participants du **Learning Show** organisé à Rennes par les acteurs de l'EdTech les 19 et 20 octobre 2022 ont "exploré **le futur des apprentissages**". L'opportunité d'observer des **innovations pédagogiques "mettant l'humain au cœur de l'expérience"**. Grâce à **l'apport des sciences cognitives**, le formateur peut influencer le fonctionnement de la mémoire de l'apprenant pour faciliter l'apprentissage. Les clés ? L'encodage de l'information, le stockage et la restitution. Avec la réalité virtuelle, l'attention de l'apprenant est focalisée sur le contenu, il va traverser un large éventail d'émotions qui permettent d'inscrire les apprentissages dans la durée. **Des émotions présentes à travers la ludopédagogie, les pédagogies actives.** Manières de s'ouvrir pour "aller chercher le savoir chez les autres" en écartant les biais de groupe, comme la négativité !

Info formation n° 1042, du 15 au 30 novembre 2022 ([dossier complet disponible sur demande](#))

Formation et numérique : un guide du réseau Communotic pour aider les formateurs à s'équiper

Pour aider les formateurs à élaborer **leur boîte à outils numériques**, la **région Normandie** propose en novembre 2022, au travers de son réseau **Communotic**, [un guide consultable en ligne](#). Il fournit des conseils pour faire des choix pertinents, donne des exemples liés aux besoins (créer des scénarios pédagogiques, des modules e-learning, des ressources, des communautés d'apprenants, etc.), et questionne l'impact pédagogique. Les bonnes raisons de limiter le nombre d'outils sont aussi abordées avec, à chaque fois, une série de questions à se poser.

aefinfo.fr, 17/11/2022

SuperCléA Num : la nouvelle application pour acquérir des compétences numériques

SuperCléA Num a été lancée par l'Afpa, Digischool et La Poste. Elle est 100 % gratuite. Accessible depuis un smartphone ou une tablette, sous iOS et Android, [SuperCléA Num permet d'acquérir des compétences numériques et progresser dans son usage du numérique au quotidien ou dans un contexte professionnel](#). Objectifs : permettre à l'utilisateur de maîtriser les usages fondamentaux du numérique et d'améliorer son usage des outils et services digitaux. A la fin de ce parcours, **l'utilisateur pourra déterminer son profil d'utilisateur du numérique** : occasionnel, régulier ou connecté. **L'application permet aussi de préparer la certification CléA numérique**.

defi-metiers.fr, 04/11/2022 ([lien vers l'article complet](#))

TECHNOLOGIES IMMERSIVES ET IA

[Webinaire FFFOD 2/3] Intelligence artificielle et ancrage des apprentissages

[Ce webinaire](#) s'inscrit dans **un cycle de 3 webinaires sur l'utilisation de l'IA en formation**. Il a pour objectif de **comprendre comment l'intelligence artificielle peut accélérer la mise en œuvre de solutions pédagogiques efficaces pour une mémorisation à long terme des apprentissages**. Le 1^{er} webinaire sur IA et adaptive learning est disponible [en replay sur le site du FFFOD](#). Le 3^{ème} traitera de l'IA et des agents conversationnels en soutien à l'apprentissage.

FFFOD, 17/11/2022 ([lien vers le communiqué](#))

Avec PositiveIA, l'intelligence artificielle responsable se dote d'un label

Quatre entreprises : **L'Oréal, Orange, le BCG Gamma et Malakoff Humanis, ont lancé, le 17 novembre 2022, PositiveIA, le 1^{er} label d'intelligence artificielle responsable**. "L'IA responsable c'est une IA non discriminatoire, transparente, explicable et répliquable". Fondée sur un référentiel de **40 critères** établis par le cabinet EY avec les 4 entreprises à l'origine du projet, cette initiative doit permettre **d'encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle et d'assurer son application responsable**.

aefinfo.fr, 17/11/2022

Un rapport appelle la France à jouer un rôle moteur sur le métavers

Disposer de clés de compréhension de nature à éclairer l'élaboration d'une **stratégie française des métavers**, telle est l'ambition de la lettre de mission à l'origine du [rapport de la mission exploratoire](#) commandée par 3 ministères (Economie, Culture et Transition numérique). Tâche complexe tant le flou qui entoure le concept n'aide pas à la compréhension des enjeux et freine la création d'une filière sur laquelle pourrait s'appuyer une stratégie de développement. **La France dispose de réels atouts avec des entreprises en pointe dans les technologies immersives et une offre de formation reconnue**. Mais il n'existe aujourd'hui pas d'écosystème français du métavers qui puisse permettre de guider les investissements stratégiques. Aussi les rapporteurs estiment opportun de « développer une analyse rigoureuse des chaînes de valeur des métavers », pour « protéger, soutenir et encourager les acteurs en pointe sur des briques technologiques [...] essentielles à la constitution des métavers de demain. » **L'appareil national de formation est selon le rapport une force de la France**. Il conviendrait cependant de « renforcer et compléter » ces filières. **Le secteur du métavers requiert des compétences de haut niveau et nécessite d'adapter l'offre de formation pour combler les manques** dans différents domaines. Le rapport appelle à « **investir dans des initiatives de recherche interdisciplinaire** de grande ampleur.

mission-metavers.fr et centre-inffo.fr, 02/11/2022

NUMERIQUE EDUCATIF / EDTECH

[Dossier de 52 pages] Vers une éducation numérique

En France, malgré les intentions exprimées, l'Éducation nationale a beaucoup de mal à formaliser des objectifs clairs et atteignables. Les états généraux du numérique pour l'éducation en 2021 ont posé le cadre, mais la liste des compétences attendues montre la complexité du problème : **quelle éducation numérique faut-il envisager pour nos élèves aujourd'hui ?** Face à cette question, le dossier ne donnera pas une réponse, mais des points de vue. De nombreux chercheurs ont contribué à ce dossier, mais aussi des enseignants, par leurs témoignages et leurs analyses.

Les cahiers pédagogiques n°580, novembre 2022 ([dossier disponible au CAR](#))

☛ MARCHE DE L'EMPLOI ET DES ENTREPRISES

MARCHE DE L'EMPLOI

Assurance chômage : le ministère du Travail précise les bases de la nouvelle réforme pour défendre ses choix

La réduction de 1 % de la durée théorique du droit d'assurance chômage induirait une réduction de 0,3 % de la durée effective passée au chômage. Telle est l'hypothèse du ministère du Travail dans le cadre de **la réforme de l'assurance chômage présentée le 21 novembre**. L'objectif affiché par la rue de Grenelle est que cette réforme aboutisse en régime de croisière à une fourchette comprise **entre 100 000 et 150 000 retours à l'emploi supplémentaires par an**. "Le taux de retour à l'emploi est très fort au début de la période, c'est-à-dire tout de suite après l'inscription, il baisse ensuite de manière progressive et assez rapide et il retrouve un niveau important juste avant la fin de la période d'éligibilité. Le fait de réduire [la durée maximale d'indemnisation], dans un contexte où il y a énormément d'emplois disponibles et où l'économie crée encore beaucoup d'emplois, un de nos objectifs est de rapprocher ces périodes de fort retour à l'emploi".

aefinfo.fr, 28/11/2022

[Note de synthèse] Observatoire de l'OIT sur le monde du travail (10^{ème} édition)

Ce rapport donne un aperçu global de la façon dont les crises économiques et géopolitiques menacent la reprise du marché du travail, partout dans le monde, et comment ces crises alimentent la divergence entre les pays développés et les pays en développement.

ilo.org, 31/10/2022 ([lien vers la publication](#))

POLE EMPLOI

"On va transformer Pôle emploi en opérateur France Travail" pour "animer l'ensemble de l'écosystème"

Pôle emploi "sera responsable d'animer l'ensemble de l'écosystème en charge d'accompagner l'ensemble des demandeurs d'emploi et des entreprises" dans le cadre de France Travail, a déclaré **Thibaut Guilluy**, haut-commissaire à l'Emploi et à l'Engagement des entreprises. L'exécutif compte donc s'appuyer sur la transformation de Pôle emploi en "opérateur France Travail" pour coordonner la politique globale d'accès et de retour à l'emploi.

aefinfo.fr, 16/11/2022

Plus de 5 millions d'inscrits à Pôle emploi

Cinq millions de personnes en France métropolitaine sont inscrites à Pôle emploi au 3^{ème} trimestre 2022, selon [les derniers chiffres publiés par la Dares](#). Le nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, reste stable au troisième trimestre, avec à peine 900 inscrits supplémentaires, et décroît de 7,3% sur l'année écoulée.

info-socialrh.fr et dares.travail-emploi.gouv.fr, 26/10/2022

Pôle emploi : 240 services numériques dédiés à l'emploi

Pôle emploi met à jour son site [Emploi Store](#) qui regroupe 240 applications et sites internet pour accompagner les demandeurs d'emploi. Il centralise des outils simples d'utilisation et utiles pour trouver un emploi, se former, préparer sa candidature... Emploi Store propose également des parcours-conseils pour accompagner la recherche d'emploi.

Newsletter du Ministère du travail, 07/11/2022

RH

Le point sur les élections professionnelles à venir dans l'Éducation nationale

Tous les agents de l'Éducation nationale sont appelés à voter, entre le 1^{er} et le 8 décembre 2022, pour élire leurs représentants du personnel. Ceux-ci siégeront aux **Comités sociaux d'administration (CSA)**, issus de la fusion des CT et des CHSCT, et aux Commissions administratives paritaires (CAP). En 2018, aux dernières élections, la participation était de 42 %. **Pap Ndiaye** estime qu'une "forte participation confortera la légitimité de vos représentants" et "chacune et chacun peut contribuer", par son vote, à un "dialogue social de qualité". Sont appelés à voter "**tous les personnels relevant de l'Éducation nationale** (titulaires, stagiaires, agents contractuels de droit public ou privé...)". **Les élus ont un mandat de 4 ans**, l'attribution des sièges entre les listes candidates se faisant proportionnellement au nombre de voix recueillies par chacune d'elles. En 2022, et depuis la loi de "transformation de la fonction publique" de 2019, les instances pour lesquelles votent les agents sont différentes de celles des dernières élections, en 2018.

aefinfo.fr, 18/11/2022

Ouverture du site ministériel « Représentation équilibrée »

Olivier Dussopt, ministre du Travail et **Isabelle Rome**, ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, saluent l'ouverture du [site ministériel « Représentation équilibrée »](#) dédié à la **déclaration des écarts éventuels de représentation entre les femmes et les hommes** parmi les cadres dirigeants et les membres des instances dirigeantes des entreprises de plus de 1 000 salariés.

Newsletter du Ministère du travail, 07/11/2022

SANTE, SECURITE ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

La formation continue, un levier pour plus de sécurité au travail

Depuis le milieu des années 2000, **les accidents du travail ne baissent plus et provoquent environ 600 morts chaque année**. Lors d'un colloque sur la formation continue en santé et sécurité au travail organisé le 15 novembre, **Nicolas Bessot**, chef du bureau des risques physiques, chimiques, biologiques et des maladies professionnelles à la DGT, rappelle que **la formation à la santé et à sécurité au travail est obligatoire pour tous les salariés, quel que soit leur secteur d'activité**. La formation est à la charge de l'employeur, doit être réalisée sur le temps de travail et dès l'embauche, avec des mises à jour périodiques. **La loi du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail a créé le passeport de prévention**. « Il va rassembler l'ensemble des justificatifs qui attestent de la réalisation de formation en santé et sécurité au travail ». Ce passeport, qui devrait être mis en place début 2023, intégrera dans un premier temps les certifications, puis devrait s'élargir à l'ensemble des dispositifs de formation. Pour **Frédéric Séchaud**, « **le manque d'implication des employeurs est flagrant** », même dans le cas des formations obligatoires, puisque seuls 55% font un bilan de l'acquisition des compétences de leurs salariés.

centre-inffo.fr, 17/11/2022

Prévention des accidents du travail : l'État publie un mémento à destination des jeunes en formation

Dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre les accidents du travail, **les ministères du Travail et de l'Éducation nationale ont conçu un mémento à destination de l'ensemble des jeunes en formation professionnelle** : scolaires, apprentis et stagiaires de la formation continue. Ce document diffuse les messages clefs en matière de santé et sécurité au travail. Il identifie les bonnes pratiques et les bons réflexes à adopter, pour accompagner les jeunes dans leurs premiers pas en milieu professionnel. Les jeunes et nouveaux embauchés sont davantage exposés aux risques et aux accidents par leur inexpérience.

aefinfo.fr, 18/11/2022

[Dossier de 7 pages] Bien-être au travail

Avec la sortie de la crise du Covid, **les entreprises cherchent à se réinventer pour avoir en leur sein des collaborateurs sereins**. La souffrance au travail est « le » sujet des directions des ressources humaines en cette rentrée 2022. Pourtant, **rares sont les entreprises à salarier des psychologues**. La distance reste le modèle prédominant... Coqueluche des médias avant la Covid, **le chief happiness officer** se fait plus discret.

Liaisons Sociales magazine n°236, novembre 2022 ([dossier disponible au CAR](#))

ACTUALITES DES METIERS

[Rapport] Résorption des tensions de recrutement

Les difficultés de recrutement vont persister. C'est le constat que dresse le **bilan de la 1^{ère} phase du plan de résorption des tensions de recrutement** qu'a remis **Philippe Dole**, inspecteur général des affaires sociales honoraire, au ministre du Travail début novembre. Il indique en effet que « les tensions sur certains métiers sont devenues une constante, et contrairement à ce que la théorie économie a souvent prédit, elles peuvent fort bien s'accommoder d'un niveau élevé de chômage ». [Le rapport](#) souligne que les très petites entreprises sont « les plus fragilisées » sur les métiers en tension. L'une des solutions serait « l'élargissement des critères de recrutement, la formation interne, les évolutions professionnelles de collaborateurs existants, voire le recours à l'intérim ». Dans ce rapport, il préconise la **création d'une "instance permanente d'évaluation et de suivi"** réunissant l'ensemble des acteurs. Les branches sont invitées à poursuivre le dialogue avec les instances de certification, à poursuivre la promotion de l'alternance à s'assurer de la réduction des abandons de formation. Le rapport propose **11 recommandations** pour résorber les tensions de recrutement.

travail-emploi.gouv.fr, info-socialrh.fr et aefinfo.fr, 08 et 09/11/2022 ([lien vers la publication](#))

Tensions de recrutement, des pistes pour les affronter (Dares)

Quelques jours après la remise du rapport Dole, c'est à une question brûlante d'actualité qu'était consacré le **séminaire emploi « Les tensions de recrutement : Comment les expliquer ? Quels outils pour les surmonter ? »**. « On identifie, traditionnellement, **5 causes aux tensions de recrutement** » a rappelé **Michaël Orand**, chef de la mission d'analyse économique à la Dares : manque d'attractivité des métiers, problème d'offre de travail, inadéquation des compétences, inadéquation géographique et intensité des embauches. « **En 2021, le facteur qui pèse le plus sur les tensions de recrutement c'est bien l'intensité des embauches** ». Le juriste **Alexandre Fabre** a présenté les solutions à apporter face aux tensions de recrutement en rappelant la nécessité de **travailler sur la fidélisation des salariés, d'apporter une réponse globale** mobilisant tous les acteurs de l'emploi et de la formation et de **faire du « sur-mesure » selon les métiers et les secteurs d'activité**. Du côté des entreprises, il identifie néanmoins **4 principaux leviers à actionner** : « un levier rémunération, un levier emploi-formation, un levier QVCT (qualité de vie et des conditions de travail) et un levier RSE ».

centre-inffo.fr, 16/11/2022

Olivier Dussopt et Gérald Darmanin veulent créer un titre de séjour "métiers en tension"

Dans une interview au Monde, le ministre de l'Intérieur **Gérald Darmanin** et le ministre du Travail **Olivier Dussopt** annoncent vouloir **créer un titre de séjour "métiers en tension" accessible aux travailleurs sans-papiers** déjà présents sur le territoire, pour répondre aux demandes des entreprises qui peinent à recruter. En contrepartie, les organisations professionnelles devront prendre des engagements en matière de formation et d'intégration. La disposition sera inscrite dans le projet de loi Immigration, qui devrait être débattu au Parlement début 2023. Le lendemain, sur France info, Olivier Dussopt précise que les régularisations concerneront "quelques milliers ou dizaines de milliers de personnes" et **se feront "au cas par cas"**. "Ce n'est pas un plan de régularisation massive." Olivier Dussopt l'assure : le texte ne reviendra pas à conduire une politique de quotas. Les entreprises embauchant délibérément des travailleurs sans papiers s'exposeront à de nouvelles sanctions.

Le Monde et aefinfo.fr, 02 et 03/11/2022

Recrutement : Le gouvernement place le travail au cœur du débat sur l'immigration

Parmi les éléments phares du **projet de loi sur « l'asile et l'immigration »**, qui devrait être présenté prochainement, figure la création d'un **titre de séjour pour les « métiers en tension »**. Son objectif, notamment : favoriser la régularisation des étrangers sans-papiers qui travaillent déjà sur le sol français et lutter contre leur exploitation. Une mesure, soutenue par le patronat, qui intervient dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs.

Entreprise & Carrières n°1600, du 21 au 27 novembre 2022 ([article complet disponible sur demande](#))

Métiers de demain : l'académie de Versailles participe au « Big Tour » 2022

Le 28 septembre, le « Big Tour » clôturait son tour de France 2022 au vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines (78), en présence de **Bruno Le Maire**, ministre de l'Économie. L'occasion pour l'académie de Versailles de promouvoir ses formations professionnelles et présenter ses dispositifs d'accompagnement vers les métiers de demain (relations école-entreprise, campus des métiers et des qualifications).

ac-versailles.fr, octobre 2022 ([lien vers le communiqué](#))

[Étude] Pour lutter contre les clichés, l'Anssi propose de davantage valoriser les métiers de la cybersécurité

"Mieux cerner les perceptions des métiers de la cybersécurité, en particulier chez les jeunes en formation" : tel était l'objectif de [l'enquête publiée par l'Observatoire des métiers de la cybersécurité de l'Anssi](#), le 16 novembre 2022. Réalisée auprès d'environ 3 500 personnes, cette étude doit permettre d'"identifier les leviers" pour "attirer encore plus de talents vers cette filière en forte croissance". Près de 15 000 postes sont à pourvoir et la stratégie nationale cyber lancée en 2021, ambitionne d'en créer 37 000 emplois d'ici 2025.

aefinfo.fr, 18/11/2022

La prise de conscience de l'urgence climatique bouleverse le secteur de l'emploi

Désormais, la quête de sens devient une préoccupation centrale pour les futurs travailleurs et un impératif pour les entreprises. Mais cette réalité met en évidence un besoin de formation très important et une transformation radicale de certains métiers existants en plus de la création pure et simple de nouvelles professions. La compétence « écologique » ne se matérialise pas en un socle commun et universel mais comme une adaptation de différents secteurs d'activités à des réalités et des préoccupations nouvelles. Le manque d'expertise et de compétences parfois chronique se résorbe par la multiplication des filières de formation et par l'enthousiasme et la motivation des acteurs de tous les secteurs. [Cet article](#) propose un tour d'horizon des métiers à venir dans le secteur.

observatoire-ocm.com, 15/11/2022

La gendarmerie nationale recrute dans 300 métiers différents

« Une même flamme nous anime », c'est le slogan de la campagne de communication lancée le 23 octobre par la gendarmerie nationale pour une durée d'un mois. Cette opération de communication cible en particulier les jeunes et vise à leur faire découvrir la diversité des métiers y compris dans le domaine de la protection de l'environnement et de la cybersécurité. Ce sont des postes dans plus de 300 métiers, qui sont à pourvoir chaque année.

centre-inffo.fr, 09/11/2022

ACTUALITES DES FILIERES ET BRANCHES PROFESSIONNELLES

[Périodique] Transition écologique : l'État peut-il orienter l'action des secteurs professionnels ?

Comment les secteurs professionnels, au travers de leurs branches, anticipent-ils l'écologisation des emplois et des compétences ? Une des manières de l'évaluer est de se pencher sur les contrats d'Engagements de Développement des Emplois et des Compétences (ou EDEC) que les branches signent avec l'État. Comment ces contrats, destinés à soutenir leur effort d'anticipation des mutations économiques, intègrent-ils la transition écologique ? L'étude du Céreq s'est intéressée aux EDEC signés dans 3 secteurs : l'économie sociale et solidaire, le commerce et le BTP. Face aux enjeux écologiques, tous les secteurs ne se mobilisent pas de la même façon.

Céreq Bref, n° 429, Novembre 2022, 4 p.

JOP 2024 : la branche des entreprises de prévention et de sécurité va finalement créer un CQP de 106 heures

La branche professionnelle des entreprises de prévention et de sécurité a validé la création d'un CQP de 106 heures pour les JOP de 2024. Initialement réticente à une formation raccourcie et temporaire, la branche a obtenu des garanties de l'État, notamment sur la prise en charge du module complémentaire pour exercer comme agent de sécurité privée hors grands événements. Elle mise sur un enregistrement du CQP avant la fin de l'année, à l'instar de l'OPSE pour sa certification.

aefinfo.fr, 15/11/2022

Emploi à domicile : la certification comme levier d'attractivité

Le secteur de l'emploi à domicile et des particuliers employeurs multiplie les leviers pour satisfaire les besoins de main d'œuvre des 3,4 millions de particuliers. **800 000 postes seront à pourvoir d'ici à 2030**, a calculé Iperia, la plateforme nationale de professionnalisation du secteur. **Pour être attractive, la branche compte notamment sur les certifications.** « Aux 3 titres socle créés en 2009 et inscrits au RNCP (assistant maternel/garde d'enfants ; employé familial ; assistant de vie), Iperia vient d'ajouter 5 certificats reconnus au RS : un sur le travail en maison d'assistants maternels et 4 sur l'accompagnement des personnes handicapées. Depuis 2017, la branche a en outre créé des certifications par bloc de compétences, « à destination des salariés qui ont peu de temps pour se former ». Ces certifications sont accessibles, classiquement, par de la formation, mais aussi **par de la VAE « par bloc »**. Une cinquantaine de salariés du secteur ont obtenu des blocs de certification de cette manière. La branche enregistre par ailleurs **95 200 départs en formation, 33% de plus qu'en 2020**. Notons enfin les **projets de CFA sectoriel et d'accompagnement pour les personnes issues de l'immigration**.

centre-inffo.fr, 24/11/2022

La filière du nucléaire vise au moins 10.000 recrutements par an d'ici 2030

La filière tricolore du nucléaire devra recruter pas moins de 10.000 à 15.000 personnes par an d'ici à 2030, contre environ 1.500 jusqu'ici, pour espérer réaliser **l'immense chantier de relance de l'atome voulu par Emmanuel Macron**. Mais le défi s'avère colossal, après des années de baisse d'attractivité du secteur, rongé par un manque critique de compétences.

latribune.fr, 15/11/2022

Transports, mieux coordonner pour résorber les pénuries de compétences

Le 7 mars dernier, **la branche des « transports routiers de marchandises et activités auxiliaires » signait avec le gouvernement une charte pour résorber ses difficultés de recrutement**. Plusieurs mois après cette signature, **la déléguée générale de la FNTR en dresse un 1^{er} bilan**. « Sur certains points, je dirais qu'on n'a fait que corroborer des choses qui se faisaient déjà », expose **Florence Berthelot**. « [Le financement de la formation] est à peine un problème [...] et on a développé l'apprentissage. La branche a également **accentué le travail mené avec les acteurs du service public de l'emploi (SPE)**. Florence Berthelot ne masque néanmoins pas **sa volonté d'aller plus loin**. « Il y a une chose qui nous nous importe, et c'est dans la charte, et [qu'on] attend toujours : il faut une coordination ». Dans un secteur composé majoritairement de TPE-PME, elle **décrit le paysage illisible que constitue pour les entreprises les multiples structures s'occupant de l'emploi et de la formation**. « Il y a un interlocuteur aussi qui n'est pas dans notre charte, ce sont **les Régions** [...] et c'est très compliqué de discuter avec elles ». Elle évoque le besoin d'une « **sorte de guichet unique** ».

centre-inffo.fr, 16/11/2022

Branche des services de l'automobile : rénovation du portefeuille de certifications et ProA

Avec des taux d'insertion professionnelle à 6 mois de 93% pour les titulaires d'une certification professionnelle des services de l'automobile, la branche récolte les fruits d'un travail de fond sur son ingénierie de certification. [Son dernier Autofocus](#) enregistre, pour 2021, des résultats en progression en particulier pour les parcours en alternance. Forte d'un portefeuille de 130 CQP et titres, la branche a toujours été très active. **Mais la refonte du système des certifications professionnelles inscrites aux répertoires nationaux pilotée depuis 2019 par France compétences impulse une nouvelle dynamique**. La branche cherche à optimiser son portefeuille pour **répondre aux enjeux d'attractivité et de transformation de ses métiers**. Il est désormais possible de passer, par exemple, de mécanicien à technicien en acquérant des blocs de compétences.

L'avenant n°1 du 15 septembre 2022 à l'accord paritaire national du 22 octobre 2019 relatif au **dispositif de reconversion ou de promotion par l'alternance** est étendu par un [arrêté du ministère du Travail publié au JO du 19 novembre 2022](#). Il **actualise les certifications éligibles à la ProA**, en intégrant notamment **15 nouveaux CQP et titres professionnels**.

centre-inffo.fr, 22/11/2022 et aefinfo.fr et legifrance.gouv.fr, 20 et 21/11/2022

EN BREF : Hôtellerie-restauration : Thierry Marx est élu **président de l'Umih** (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie)

ACTUALITES DES ENTREPRISES

91% des dirigeants de PME peinent à recruter

L'absence de main-d'œuvre disponible devient préoccupante pour les PME. 91% des dirigeants de petites et moyennes entreprises avouent rencontrer des difficultés à recruter, souligne une étude réalisée par la CPME. Les raisons invoquées : le nombre insuffisant de candidats (79%), inadéquation entre le profil des candidats et les compétences demandées (69%), les prétentions salariales inadaptées (59%), les freins à l'embauche (23%) et l'incapacité de se loger à proximité du lieu de travail (13%). D'ailleurs, **la question des bas salaires ne fait même plus partie de l'équation.** 67% des chefs d'entreprise qui ont augmenté les rémunérations pour les postes à pourvoir confessent toujours rencontrer des difficultés pour trouver des salariés. Et cette proportion **monte à 78% dans l'hôtellerie-restauration.** 31% des dirigeants expliquent avoir été confrontés au refus d'un salarié de passer d'un CDD à un CDI et 11% à avoir rencontré des salariés préférant le CDD au CDI lorsque celui-ci leur était proposé. Cette proportion monte à 26% dans l'hôtellerie-restauration. Conséquence : le chiffre d'affaires est en baisse pour 33% des sondés, faute de main-d'œuvre suffisante pour assurer les commandes ou les ventes. Dans ces conditions, **le serrage de vis sur les demandeurs d'emploi auquel entend procéder le Gouvernement en sabrant 25% de la durée d'indemnisation à partir du 1^{er} février 2023 est accueilli plutôt favorablement par les patrons de PME.** Ils sont d'ailleurs 84% à approuver dans le même temps une réforme des retraites.

info-socialrh.fr, 28/11/2022

SNCF Réseau inaugure son 3^{ème} campus de formation en France, qui proposera un "package global" aux stagiaires

Proposer aux apprenants en formation initiale et continue un **"package global", qui inclut la formation, l'accompagnement, l'hébergement et la restauration** : c'est ce que vise SNCF Réseau, dans le campus de Saint-Priest (Rhône), inauguré début octobre 2022. Il s'agit du troisième et dernier campus inauguré en France, qui s'inscrit dans un programme plus global de refonte de la formation au sein de l'entreprise gestionnaire du système ferroviaire.

aefinfo.fr, 21/11/2022

EN BREF : Amazon prévoit de licencier 10.000 personnes

👉 INSERTION

DISPOSITIFS D'INSERTION

Insertion par l'activité économique : plus de 80 facilitateurs recrutés en réponse à un appel à projets de l'État

Dans le cadre du Plan national pour des achats durables 2022-2025, **l'État a lancé en mai dernier un appel à projets qui visait à financer jusqu'à 95 postes de facilitateurs d'ici à la fin de l'année.** Clos au 31 octobre 2022, il a permis **d'en recruter 83 à ce jour.** Ils ont pour mission de favoriser le déploiement de la clause sociale et des achats durables de l'État et, en matière de rénovation urbaine, de **soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique.**

aefinfo.fr, 17/11/2022

La formation et l'accompagnement des bénéficiaires de l'IAE

D'après une étude de la DARES, **40 % des personnes sorties d'une structure d'insertion par l'activité économique (IAE) en 2020 y ont suivi au moins une formation et 54 % ont bénéficié d'un accompagnement.** Les formations suivies visent un objectif professionnel. 86 % des sortants ayant bénéficié d'au moins une formation déclare qu'elle leur a été utile.

dares.travail-emploi.gouv.fr, 16/11/2022 ([lien vers la publication](#))

Le gouvernement adopte une feuille de route pour développer l'emploi et l'insertion par le sport

"Développer l'emploi et l'insertion par le sport, accompagner la sécurisation professionnelle des sportifs de haut niveau et professionnaliser l'ensemble du secteur sur les enjeux liés à l'emploi." Tels sont les objectifs affichés par le ministre du Travail, la ministre des Sports et des Jeux olympiques et la ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels, lors de la signature d'une **"feuille de route pour l'insertion professionnelle par le sport"**, le 7 novembre 2022, à Drancy (93). Un **"Grenelle des emplois et des métiers du sport"** est annoncé pour le 1^{er} semestre 2023.

aefinfo.fr, 07/11/2022

INSERTION DES JEUNES

CEJ : comment l'agence Pôle emploi de Juvisy-sur-Orge délivre un accompagnement socioprofessionnel "inédit"

Lancé en mars 2022, le **contrat d'engagement jeunes** propose à des demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans (29 lorsqu'ils sont reconnus handicapés) un accompagnement renforcé de 6 à 18 mois en fonction du profil des bénéficiaires. En contrepartie d'une allocation mensuelle de 520 euros au maximum, ils doivent s'engager à réaliser de 15 à 20 heures d'activité par semaine (ateliers, formations, stages, mises en situation...). **L'agence Pôle emploi de Juvisy-sur-Orge**, dans l'Essonne, **dédie 2 conseillères à un suivi très personnalisé de jeunes** pour les aider à trouver leur voie, à connaître les opportunités du marché du travail, et à acquérir savoir-faire et savoir-être en vue de leur insertion professionnelle.

aefinfo.fr, 22/11/2022

Horizons ludiques pour les stagiaires des Ecoles de la 2ème chance

Réceptionner une livraison et vérifier des bons de commande dans un entrepôt ; répondre à un client mécontent d'une livraison ; prendre son billet de bus. Voici quelques-unes des situations que rencontreront **les stagiaires des Écoles de la 2ème chance (E2C)** qui joueront à **Horizons, un serious game** lancé le 8 novembre auprès des stagiaires des 139 sites-écoles des E2C. Les E2C accueillent chaque année 15 000 jeunes éloignés de l'emploi qu'elles forment, accompagnent socialement et pour acquérir une expérience professionnelle en apprentissage. Un triptyque qu'Horizons retranscrit sous forme de jeu vidéo. « **Horizons reprend les compétences clé de l'Union européenne dans une quarantaine de métiers** : hôtellerie, restauration, services à la personne ». Un bilan sera réalisé dans 6 mois.

centre-inffo.fr, 15/11/2022

Les réseaux sociaux, passage obligé pour les acteurs de l'insertion

Pour toucher un public jeune et volatile, **des acteurs traditionnels de l'insertion commencent à investir les réseaux sociaux**, via des partenaires. L'Afpa et la Région Grand-Est étaient invités par le Haut-commissariat aux compétences à témoigner de leur expérience. **L'application Hello Charly**, déjà utilisée par l'éducation nationale comme outil d'orientation et connaissance des métiers, a « développé un accompagnement personnalisé et investi les réseaux sociaux en mobilisant des influenceurs très suivis ». Hello Charly organise des émissions en direct : « **Twitch ta voie** », en invitant des « créateurs de contenus » et des jeunes issus de la région, pour parler de leur parcours, faire connaître des métiers, et diffuser des offres d'emplois et de formation dans le Grand-Est. **L'Afpa**, pour faire connaître et remplir les 35 000 places de sa « Promo 16-18 » destinée aux jeunes mineurs décrocheurs, a décidé **d'adapter sa communication**. « Nous avons mené un mois de campagne sur les réseaux sociaux, et organisé une émission live sur Twitch avec des influenceurs et des témoignages de jeunes passés par la Promo 16-18. Cela nous a amené 150 contacts par jour. **Conscient que les réseaux sociaux sont un puissant levier pour toucher un public jeune en panne d'insertion, le Haut-commissariat aux compétences soutient financièrement 11 projets de « maraudes numériques »** portés par des acteurs la formation, des jeux vidéo, de l'e-sport. « Nous allons voir comment ces innovations issues du PIC pourront être étendues et pérennisées », a déclaré Thibault Guilluy, préfigurateur de France Travail, à l'issue de la rencontre.

centre-inffo.fr, 28/11/2022 ([lien vers le communiqué de presse du ministère du travail](#))

INSERTION DES DETENUS

Les modalités du CPA et du CPF des personnes détenues sont précisées par voie d'ordonnance

L'ordonnance n°2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues prévoit **l'ouverture d'un CPA (compte personnel d'activité) au bénéfice des personnes détenues** exerçant une activité de travail, une activité bénévole ou de volontariat dans le cadre d'une réserve civique thématique. **Le CPA ouvert pendant la détention sera constitué du compte personnel de formation et du compte d'engagement citoyen**. Des majorations sont prévues pour les personnes reconnues handicapées ou d'un certain niveau de formation défini par décret. Ces droits entreront en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1^{er} décembre 2024.

aefinfo.fr, 27/10/2022

HANDICAP

Emploi et handicap : ensemble, relevons le défi !

La 26^{ème} édition de la Semaine pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) s'est tenue du 14 au 20 novembre 2022. À cette occasion, de nombreux événements ont été organisés partout en France, pour sensibiliser sur l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap et favoriser la rencontre entre entreprises et personnes en situation de handicap. Parmi ces initiatives, [zoom sur la campagne #LesCompétencesD'abord](#), l'opération **DuoDay** et la web émission **Handicap, 1 heure pour passer à l'action !** portée par le ministère du Travail.

#LesCompétencesD'abord : c'est le nom donné par le gouvernement à sa **nouvelle campagne de sensibilisation des employeurs au recrutement de salariés porteurs de handicaps**. Jusqu'au 5 décembre, une campagne d'affichage en ville et de diffusion dans la presse quotidienne nationale, régionale et magazine, est mise en place. Les plateformes comme LinkedIn sont elles aussi concernées. À destination tant des PME que des grands groupes, cette campagne invite les employeurs à partager le postulat que "le bon profil, c'est d'abord la compétence", et non par réflexe le CV et le niveau de diplôme.

Le ministère du Travail a organisé le 18 novembre 2022, de 12h à 13h30, **une web émission intitulée Handicap, 1 heure pour passer à l'action !** Cette web émission propose des témoignages d'entreprises et de salariés et une présentation des dispositifs permettant de recruter, intégrer et accompagner des personnes en situation de handicap. [Visionnez la rediffusion](#). travail-emploi.gouv.fr, 09 et 21/11/2022 ([lien vers le communiqué](#)), aefinfo.fr, 14/11/2022

Les "exclus de l'emploi" handicapés, "angle mort des politiques publiques du plein-emploi" (APF France handicap)

Un "enjeu important et louable", voilà comment **APF France handicap** qualifie le thème retenu pour la 26^{ème} édition de la **SEEPH**, autrement dit la question du plein-emploi pour ces publics. Mais pour l'association, auteur d'un conséquent dossier sur le sujet à l'occasion de cet événement qui s'est ouvert le 14 novembre 2022, **les personnes en situation de handicap éloignées de l'emploi sont négligées par les politiques publiques. Y compris par celles de l'IAE**. Pour preuve, en 2020, seuls 8 % des publics en insertion étaient porteurs de handicaps, un taux trop stable à son goût, même s'il ne s'établissait qu'à 5 % en 2014. Autres griefs : **les Plie ne traitent pas suffisamment la question de l'accompagnement des personnes en situation de handicap** et leur suivi par le service public de l'emploi se révèle "complexe et cloisonnant les publics".

aefinfo.fr, 14/11/2022

[Rapport] Emploi et formation dans les entreprises adaptées : de "prometteuses réformes" mais "inabouties"

Dans son [rapport d'information](#), le sénateur **Emmanuel Capus** estime que les expérimentations lancées dans les entreprises adaptées depuis 2019 ont pris du retard mais qu'elles vont cependant dans le bon sens. Il formule **6 recommandations pour voir leur effet amplifié**, en particulier le renforcement de la coopération de ces structures avec le service public de l'emploi ou la relance d'un dispositif spécifique de soutien à la formation après l'échec du volet du PIC dédié aux EA.

aefinfo.fr, 25/10/2022

La formation sort renforcée du rapprochement Pôle emploi et Cap emploi

Alors que la **phase de rapprochement entre les équipes de Pôle emploi et de Cap emploi** vient de s'achever, les 2 opérateurs dressent un **1^{er} bilan positif de la création d'un « lieu unique d'accompagnement » pour les demandeurs d'emploi en situation de handicap**. Le chiffre des demandeurs d'emploi en situation de handicap ayant repris un emploi a augmenté de 17,5 %. Le nombre de ceux en chômage de longue durée a aussi particulièrement baissé (-14,6 %). Dans le même temps, le taux d'accès à la formation de ce public s'est amélioré tout comme le taux d'accès à l'emploi 6 mois après une formation. Ce bilan est en partie à mettre au crédit d'une expertise « handicap » désormais renforcée chez Pôle emploi. S'y ajoute l'expertise directement amenée par les conseillers Cap emploi.

centre-inffo.fr, 23/11/2022

Handicap: 50% d'offres en plus depuis 2019

Près d'une offre d'emploi sur 5 (18%) est handi-accueillante. Se trouver en situation de handicap est de moins en moins un obstacle à l'accès à l'emploi. C'est en tout cas la conclusion à laquelle conduisent les chiffres divulgués dans la **dernière étude d'Adecco**. Elle révèle en effet que **le nombre d'offres d'emploi faisant explicitement référence au handicap, à la discrimination ou à la diversité a progressé de 50% sur 3 ans, entre 2019 et 2021**. Une analyse plus détaillée montre que les professionnels du recrutement ainsi que les agences d'emploi sont des acteurs importants de cette dynamique, en publiant un nombre croissant d'offres portant sur ces thématiques. Le 2^{ème} enseignement de cette analyse a trait aux plus grandes entreprises. Leur service RH porte 2 fois plus souvent que les autres ces **stratégies de recrutement inclusives**. De grandes disparités peuvent encore être constatées entre les différents secteurs d'activité. Parmi les plus émetteurs d'offres « handi-accueillantes » figurent l'assurance, l'informatique, l'ingénierie, les services financiers ainsi que les activités support.

info-socialrh.fr, 16/11/2022

Handicap : Ladapt lance une charte pour mieux faire connaître l'apprentissage accompagné aux entreprises

La SEEPH était l'occasion de faire un connaître le **dispositif « d'apprentissage accompagné »**, encore trop peu utilisé. L'association **Adapt**, pionnière dans cet accompagnement, a réalisé **une charte d'engagement pour l'apprentissage accompagné**. L'association souhaite **déployer le dispositif sur le territoire national** et le faire mieux connaître des entreprises. Cette charte est le **fruit d'une réflexion d'un groupe de travail** rassemblant des entreprises, la chaire Handicap et Emploi de l'Université Paris-Est Créteil, et 2 associations de personnes en situation de handicap.

aefinfo.fr, 14/11/2022

L'accompagnement des jeunes en situation de handicap se renforce et se structure au sein des missions locales

Longtemps, les relations entre secteur adapté et missions locales étaient minces. Et de façon plus large, le handicap assez peu pris en compte par les missions locales. Mais un tournant s'est opéré, lié à la loi de septembre 2018 ou encore au "plan 1 jeune, 1 solution". **Désormais, sur les plans national et local, des référents handicap sont nommés et des partenariats renforcés entre acteurs du handicap et missions locales.**

aefinfo.fr, 18/11/2022

[Étude] Handicap : les sites de recherche d'emploi négligent l'accessibilité numérique

De nombreuses pages d'offres d'emploi ne peuvent être utilisées par les demandeurs d'emploi handicapés, y compris celles de certains sites spécialisés. C'est le résultat sans appel d'une **étude d'Access First**, spécialiste de l'accessibilité numérique. 10 sites généralistes et 5 spécialisés ont été passés au crible de 3 critères : la présence ou non d'une page dédiée à l'accessibilité, l'utilisabilité du moteur de recherche au clavier et sa consultation avec un lecteur d'écran. Des résultats parfois édifiants publiés en amont de la 26^{ème} semaine pour l'emploi des personnes handicapées.

aefinfo.fr, 15/11/2022

L'Afpa lance le MOOC « Handicap, des clés d'actions vers l'emploi ! »

L'Afpa a mis en ligne le 18 novembre le 1^{er} module de son **MOOC « Handicap, des clés d'actions vers l'emploi ! »**, à l'occasion de la Semaine pour l'emploi des personnes handicapées. Destinés en priorité aux personnes en situation de handicap, les 5 modules du mooc seront mis en ligne chaque vendredi à partir du 18 novembre, et s'adressent aussi à toutes les personnes qui peuvent les accompagner dans leur parcours : formateur, formatrice, référent handicap, conseiller en évolution professionnelle ou en insertion professionnelle, responsable RH.

centre-inffo.fr, 18/11/2022

EN BREF : Selon un sondage d'Opinionway (novembre 2022), **Un déficient visuel sur deux est sans emploi // Avec THalent digital, l'Agefiph a formé plus de 500 actifs handicapés aux métiers pénuriques du numérique**

👉 TERRITOIRES (REGIONS / VILLES)

ÎLE-DE-FRANCE

La région Île-de-France privilégie la continuité en matière de formation professionnelle

Réuni les 9 et 10 novembre 2022 dans le cadre d'une séance plénière, le **conseil régional d'Île-de-France a débattu de ses orientations budgétaires pour 2023, notamment du volet consacré à la formation professionnelle et à l'apprentissage**. Les orientations visant à soutenir la formation des demandeurs d'emploi et les actions ciblées sur les secteurs en tension sont réaffirmées. L'exécutif francilien propose de maintenir son "**Revenu jeunes actifs**" permettant aux 18-25 ans s'engageant dans une formation menant à 11 métiers en pénurie de main-d'œuvre, de percevoir 4 000 euros sur six mois.

aefinfo.fr, 10/11/2022

Le Ceser Île-de-France déplore le manque d'ambition du CPRDFOP et s'inquiète de la disparition de Défi métiers

Manque de contextualisation du projet de contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles, manque d'ambition (qui ne prend pas suffisamment en compte les enjeux actuels et futurs), manque d'évaluation du précédent contrat de plan, inquiétudes quant au positionnement de la future Agence de l'orientation en Île-de-France... [L'avis du Ceser](#) adopté à l'unanimité le 6 octobre dernier **étrille le projet du CPRDFOP francilien pour la période 2022-2027** dont la date d'adoption par le conseil régional n'est pas encore fixée. Par ailleurs, alors que la région Île-de-France réfléchit à la création d'une Agence de l'orientation, **le Ceser s'inquiète de la "disparition programmée par l'État et la région dès décembre 2022 de l'agence Défi métiers"**.

aefinfo.fr, 07/11/2022

Que devient DOKELIO Ile-de-France après la fermeture de Défi métiers ?

Défi métiers, le Carif-Oref francilien, va cesser ses activités le 23 décembre prochain, suite à la décision du Conseil régional d'Île-de-France et de la Préfecture de Région d'Île-de-France de ne pas renouveler sa convention constitutive, lorsque celle-ci arrivera à son terme. Dans la mesure du possible, les équipes de Défi métiers restent mobilisées pour assurer la continuité des activités jusqu'à cette date. Certaines « perturbations » pourraient être constatées durant cette période. **La responsabilité de la gestion du système d'information DOKELIO Ile-de-France serait reprise à partir du 24 décembre sans changement de plateforme** ; les OF et CFA peuvent donc continuer à saisir et mettre à jour leur offre de formation.

Défi métiers, 26/10/2022

Défi métiers : le conseil d'administration vote la révocation du directeur général du Carif-Oref francilien

Le conseil d'administration de Défi métiers a été convoqué le 16 novembre 2022. À son ordre du jour : **la révocation du directeur général, Bernard Barbier** ; **la nomination d'un directeur général par intérim, Nicolas Thiersé**, et la présentation par **Anne Père-Brillault** de son activité de directrice déléguée à la préfiguration de l'Agence de l'orientation. "L'accident industriel" est craint par les acteurs de l'orientation. **Aucune décision n'a été prise par exemple pour confier à la région les missions de Dokelio**. Les salariés du Carif-Oref se sont mis en grève à plusieurs reprises, pour protester contre les conditions dans lesquelles s'opère la procédure d'information consultation. "La région Île-de-France et l'État imposent aux salariés licenciés de participer à des réunions de passation de dossiers ou de transmission de compétences, alors même qu'aucun plan n'a été mis en place pour limiter les licenciements et qu'aucune réponse n'ait été formulée concernant leurs revendications dans le cadre de l'information-consultation en cours".

aefinfo.fr, 07/11/2022

Aide pour les jeunes décrocheurs : les associations s'inquiètent des coupes budgétaires de la région Ile-de-France

Chaque année depuis 1996, **26 EDI** (Espaces dynamiques d'insertion) **accompagnent de jeunes Franciliens de 16 à 25 ans**, de milieux plutôt défavorisés, **vers l'élaboration d'un projet personnel, une formation ou un emploi**. Depuis quelques mois, l'avenir de ce dispositif, qui accueille 2 500 jeunes en 2022, est très incertain. Gérés par différentes associations, **les EDI sont financés à 80 % par la région Ile-de-France**, à hauteur de 6 millions d'euros. Mais **le conseil régional a décidé de ne pas renouveler les financements pour la période 2023-2026**, plongeant les associations dans l'inconnu jusqu'au 31 décembre. **L'Ile-de-France n'a pas donné suite à l'appel à projets lancé au mois de mars**, et auquel les associations d'aide ont répondu pour obtenir des subventions. **Avant de reconduire son financement pour 3 ans, la Région Ile-de-France souhaite « évaluer » et peut-être « repenser » le dispositif « Espace dynamique d'insertion » (EDI) dont elle juge l'efficacité « insuffisante » en direction des jeunes décrocheurs, les « NEETS »**. Inquiètes de ces coupes budgétaires, une centaine de personnes ont manifesté devant le conseil régional, réuni le 9 novembre. Les gérants d'EDI regrettent surtout le manque de communication des derniers mois de la part des dirigeants franciliens.

Le Monde et centre-inffo.fr, 14 et 23/11/2022

Transitions Pro Ile-de-France a accompagné près de 6000 projets en 2021

Transitions Pro Ile-de-France a mené une enquête auprès de ceux qui ont bénéficié de ses services 6 mois après la fin de leur formation. 90 % des personnes accompagnées souhaitaient avant tout changer de métier et 15 % voulaient créer leurs entreprises. Neuf bénéficiaires franciliens sur dix étaient des employés et des ouvriers et 8 % des cadres. Plus de la moitié avaient un niveau bac ou infra-bac (54 %), 17 % un bac+2, 14 % un bac+3 et 6 % un niveau supérieur. 60 % des bénéficiaires avaient entre 30 et 44 ans, ce qui correspond à une **volonté de changement en milieu de carrière**. 39 % ont eu recours à un conseil en évolution professionnelle. Ils ont choisi des formations dans le domaine de la santé du sanitaire et du social, du transport, du tertiaire et du numérique, soit des domaines en tension. Selon l'étude, 53 % des salariés ont effectivement changé de poste et seuls 10 % n'ont pas poursuivi leur projet. 78 % des répondants étaient en emploi dont 67 % en CDI. 74 % estiment que leur travail était plus intéressant que celui d'avant.

centre-inffo.fr, 08/11/2022

Crédit Agricole d'Ile-de-France forme les Franciliens au numérique

« **Clic-club** » est le nom de l'opération menée par le **Crédit Agricole d'Ile-de-France** consistant à proposer à ses clients, mais aussi à ses non-clients, **des ateliers de formation gratuits pour mieux maîtriser le numérique**, jusqu'au 26 novembre. Il ne s'agit pas d'apprendre l'utilisation des applications du Crédit Agricole mais bien de développer une culture générale sur le numérique. Ces ateliers ont été conçus avec l'expertise du partenariat de WeTechCare et de sa plateforme Les bons clics.

centre-inffo.fr, 22/11/2022

La région Île-de-France lance un "observatoire" de la cybersécurité des communes avec la start-up Board of Cyber

La région Île-de-France lance un "observatoire de la performance cybersécurité des communes franciliennes", en faisant appel à **Board of Cyber**, "expert SaaS en gestion du risque cyber". Cette société des Hauts-de-Seine va analyser la "performance cyber" des 716 communes d'Île-de-France de plus de 1 000 habitants et des 71 intercommunalités, grâce à une solution "100 % automatisée et non intrusive". "Chaque commune ou intercommunalité bénéficiera de sa notation cyber, d'une analyse détaillée de sa performance cyber et des axes d'amélioration." La région "disposera de données précises pour piloter des campagnes de prévention et de sensibilisation". Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet de "cybercaserne" régional destiné à accompagner les collectivités et TPE/PME en cas d'attaque cyber d'ici l'été 2023.

aefinfo.fr, 21/11/2022

Dix millions de Franciliens menacés d'une hausse de 20 % de leur abonnement transport

Valérie Péresse prévient qu'elle fera **passer le passe Navigo de 75 à 90 euros** si le gouvernement ne l'autorise pas à taxer les entreprises pour absorber les surcoûts des crises sanitaires et énergétiques.

Le Monde, 29/11/2022

REGIONS

Orientation : il faut "créer un continuum éducatif" entre l'Éducation nationale et les régions

"C'est ensemble, État et régions, que nous devons travailler" sur l'orientation, insiste **Carole Grandjean**, le 15 novembre 2022, lors la 1^{ère} **rencontre inter-régions sur l'orientation** organisée par Régions de France, à Orléans. La coordination doit encore être améliorée, et pour Régions de France, "**des dynamiques sont toujours à bâtir entre l'Éducation nationale et les régions**", afin de "**créer un continuum éducatif**". Pour l'Onisep, cette coopération, centrée sur le jeune et selon le territoire, peut encore "gagner en efficacité". Pour le Medef, le système d'orientation doit être simplifié.

aefinfo.fr, 07/11/2022

EN BREF : La Nouvelle-Aquitaine accorde **une prime de 1 000 € aux chômeurs de longue durée** pour faciliter leur accès à la formation

👉 EUROPE ET INTERNATIONAL

Bruxelles lance les travaux pour faire de 2023 l'Année européenne des compétences

La Commission européenne a annoncé à Bruxelles qu'elle lançait les travaux pour **faire de 2023 l'Année européenne des compétences**. La CE rappelle que les trois quarts des entreprises ont des difficultés de recrutement dans un contexte où seulement 37 % des adultes accèdent à la formation "sur une base régulière". "L'indice relatif à l'économie et à la société numériques montre que 4 adultes sur 10 et une personne sur 3 travaillant en Europe ne disposent pas des compétences numériques de base". "**Les transitions écologique et numérique ouvrent de nouvelles perspectives aux Européens et à l'économie de l'UE**. Un citoyen qui dispose des compétences nécessaires est un citoyen armé pour s'adapter à l'évolution du marché du travail et participer pleinement à la société et à la démocratie". À ce titre **la Commission européenne invite chaque État membre à nommer un coordinateur national pour organiser l'évènement** qui doit "donner un nouvel élan" aux politiques de formation professionnelle, en favorisant les approches inclusives et l'adéquation de l'offre de formation avec les besoins en compétences des entreprises notamment dans le champ des transitions digitales et écologiques.

aefinfo.fr, 22/11/2022

L'Europe approuve un programme compétences dédié aux jeunes

Approuvé par la Commission européenne le 28 octobre, **le volet français du programme FSE+ « Emploi, Inclusion, Jeunesse et compétences » va permettre de déployer plus de 4 milliards d'euros sur la période 2021-2027, au bénéfice principal des allocataires du RSA, des demandeurs d'emploi de longue durée et des jeunes**. Ce programme porté par la DGEFP accompagnera également le développement des compétences des salariés des entreprises confrontées aux transitions numérique et écologique. Près de la moitié des fonds seront délégués aux territoires.

centre-inffo.fr, 10/11/2022

Quand la mobilité internationale enrichit le parcours professionnel

Après **l'Europass Mobilité**, présentation par l'Agence Erasmus+ France Éducation Formation et le réseau des experts Erasmus+ de l'enseignement et de la formation professionnels de **2 autres dispositifs de reconnaissance des acquis de la mobilité européenne en formation professionnelle initiale**. **L'unité facultative de mobilité (UFM)**, ou option de mobilité pro, porte sur **la reconnaissance de compétences transversales liées à la mobilité professionnelle**. L'UFM s'appuie sur un référentiel structuré en 2 parties qui analyse 4 compétences relatives à la découverte professionnelle en mobilité et 2 compétences clés de la découverte culturelle en mobilité. De l'avis des acteurs, **l'UFM se révèle simple à mettre en œuvre mais nécessite quelques précautions**. Plus complexe, **la reconnaissance certificative des compétences métiers** passe par **l'intégration de la mobilité dans les parcours de formation en vue de la certification**. « Il s'agit d'évaluer les compétences métier acquises par les apprenants en mobilité dans le but de les reconnaître pour l'obtention de tout ou partie d'une unité professionnelle constitutive de la certification professionnelle de niveau 3 ou 4 ». La cible est très large.

centre-inffo.fr, 21/11/2022

ÉDUCATION NATIONALE

Les recteurs auront plus de pouvoirs pour la gestion des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé

Plusieurs textes examinés au CTMEN du 26 octobre 2022 étendent les possibilités de délégation du ministre de l'Éducation nationale aux recteurs quant à des décisions relatives à la gestion des ressources humaines pour certains corps administratifs, techniques, sociaux et de santé. Ces dispositions doivent entrer en vigueur au 1^{er} décembre 2022.

aefinfo.fr, 26/10/2022

Face à la crise de recrutement, la période d'inscription aux concours de personnels de l'Éducation est prolongée

Alors qu'elle devait se clore le 18 novembre 2022, la période d'inscription aux concours de personnels de l'Éducation nationale est prolongée jusqu'au 2 décembre 2022 afin de "permettre à un maximum de candidats de s'inscrire", annonce le MENJ le 10 novembre. Les concours concernés sont ceux : des enseignants du 1^{er} degré et du 2nd degré, des personnels d'éducation, des PsyEN ; des personnels d'encadrement ; des personnels de la jeunesse et des sports ; des personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques. Plus globalement, pour répondre à la crise d'attractivité, le MEN réfléchit, outre l'amélioration du salaire des enseignants, à des évolutions concernant leur recrutement.

aefinfo.fr, 10/11/2022

EN BREF : Projets éducatifs innovants : le gouvernement estime que 13 % des établissements scolaires "prévoient de s'engager"

EN BREF



La durée des droits à indemnisation des nouveaux chômeurs sera réduite de 25 % à compter du 1^{er} février 2023 // L'Anssi a recensé 222 incidents cyber contre des ministères en 2021 dont 22 ont nécessité son engagement // **Nominations** : **Pascal Fabre** remplace **Lorraine Duranville** en tant que chef de cabinet de **Carole Grandjean** / **Amélie de Montchalin** succède à **Muriel Pénicaud** comme ambassadrice de la France auprès de l'OCDE / **Antoine Godbert**, DAREIC de Paris, est nommé à la tête de la toute nouvelle direction régionale académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DRAREIC) de la région académique d'Ile-de-France / **Emmanuelle OUDEA** est nommée Adjointe au DRAPIC de la région académique d'Ile-de-France en charge des relations école-entreprise et des campus des métiers et des qualifications (CMQ) / **Alain OUVARD** est nommé Secrétaire Général adjoint de l'académie de Versailles, en charges des politiques éducatives et partenariales / **Clélia Morali**, **Stéphane Aymard** et **Perrine Dufoix** sont nommés inspecteurs généraux de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR) / Académie de Versailles : **Frédéric Fulgence** devrait être nommé DASEN des Hauts-de-Seine / **Emmanuel Bourel**, **Thierry Aumage** et **Arnaud Leclerc** sont nommés DASEN de Meurthe-et-Moselle, Ardèche et Haute-Garonne / **Benoît Vallet** nommé directeur général de l'Anses

/

LES BONNES LECTURES DU CAR



Innover en formation avec les multimodalités : voyages dans des dispositifs apprenants



Lorca, Marie-Christine - Paris : ESF sciences humaines, 2022.

Les modes d'apprentissages et de formation ont évolué pour aller vers une autonomisation des façons d'apprendre. Dans cette optique, les auteurs définissent la notion de multimodalité et présentent une grande palette de dispositifs d'apprentissages tels que l'aménagement des espaces ou le design thinking et la gamification. [Lien vers la notice](#)

Directrice de la publication : Sabine Lestrade *Députée académique à la formation professionnelle initiale et continue.*

Responsable de la rédaction : Marie-Claire Cardoso *Responsable du CAFOC.* Rédaction : Amandine Vigne *Documentaliste au Centre académique de ressources (CAR).*

Graphisme et mise en page : Micheline Montout *Chargée de communication,* Lionel Garcia *Graphiste.*



amandine.vigne@ac-versailles.fr

Lettre optimisée pour une lecture sur écran, au format pdf et contenant des liens hypertextes. Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer que si nécessaire.